

Abolir l'esclavage : l'exemple britannique.

Cécile REVAUGER (LNS,
Université de Bordeaux 3)

Quand on évoque l'exemple français en matière d'abolition, deux dates viennent à l'esprit : le 4 février 1794 et le 27 avril 1848, dates des décrets des deux abolitions qui marquent l'histoire du processus abolitionniste dans ce pays. Dans l'Empire britannique, en revanche, trois campagnes ont été nécessaires pour mettre un terme d'une part à la traite en 1807, puis à l'esclavage en 1833/1834¹ et enfin à l'apprentissage en 1838. A la différence de la France où le décret de la Convention voté en 1794 n'a marqué que le début d'une parenthèse refermée quelques années plus tard, 1807 a inauguré un processus long mais sans retour. Contrairement à l'Empire français, qui n'a pas, malgré la décision prise en 1815 d'interdire la traite², dissocié celle-ci de l'esclavage et a tenté d'éradiquer les deux maux en même temps, le Royaume Uni a adopté une démarche progressive. De plus, chaque étape de la campagne a vu s'opposer les partisans d'une abolition immédiate à ceux d'une abolition graduelle. Enfin l'originalité britannique réside aussi dans le concept d'apprentissage, l'invention d'un statut

¹. La loi fut votée en 1833 mais ne prit effet qu'en 1834.

². Lors de son retour au pouvoir durant les Cent-Jours, Napoléon I^{er} décide en effet d'interdire la traite sans abolir l'esclavage. Si cette mesure montre de fait une séparation des deux questions, elle procède cependant plus d'impératifs tactiques politiques conjoncturels (il s'agit pour Napoléon Bonaparte de donner des gages sur sa gauche pour trouver des appuis) que du résultat d'une réflexion sur la sortie de l'esclavage.

intermédiaire entre l'esclave et l'homme libre, statut tellement peu satisfaisant qu'il cessa en 1838, deux ans plus tôt que la date initialement prévue. Il est donc plus exact de parler des abolitions britanniques au pluriel et il s'avère nécessaire de prendre en compte cette chronologie. Le débat historiographique porte essentiellement sur les différents facteurs de ces abolitions.

La thèse d'Éric Williams³, historien qui fut aussi le premier ministre de Trinidad et un nationaliste de poids dans l'ensemble de la Caraïbe anglophone, révolutionna le champ en 1944. Williams attribue essentiellement la cause de ces trois abolitions aux facteurs économiques. D'une part il montre les mutations profondes de la société britannique au cours du XIX^e siècle et donc les besoins économiques nouveaux d'une société de plus en plus industrielle qui expliquent les choix libéraux en faveur du libre-échange alors que le mercantilisme et le protectionnisme avaient jusque là prévalu dans la politique coloniale britannique. D'autre part il démontre le manque de rentabilité du système esclavagiste et le déclin de la société de plantation. Cette thèse, également connue sous l'appellation de « thèse du déclin » a été reprise par plusieurs historiens, notamment dans les pays de la Caraïbe, mais rejetée un peu rapidement, plusieurs années plus tard, par Seymour Drescher⁴ et les partisans de la thèse humaniste, qui accordent un poids essentiel au combat des abolitionnistes anglais, écossais et irlandais. Seymour Drescher, à l'inverse de Williams, alla jusqu' à parler d' « éconocide », entendant par là que l'Empire britannique se suicida économiquement pour mettre un terme à un scandale humanitaire. Hugh Thomas⁵, dans son ouvrage magistral sur la traite atlantique, a abondé dans le sens de Drescher et critiqué lui aussi la thèse de Williams, du moins en ce qui concerne la première étape, l'abolition de la traite.

En fait, les facteurs internationaux et nationaux, économiques et idéologiques sont intrinsèquement liés et difficilement hiérarchisables, surtout lorsque l'on prend en compte les trois

³. Éric WILLIAMS, *Capitalism and Slavery*, Londres, Deutch Ltd, 1944.

⁴. Seymour DRESCHER, *Econocide : British Slavery in the Era of Abolition*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977.

⁵. Hugh THOMAS, *The History of the Atlantic Slave-Trade 1440-1870*, Londres, Picador, 1997 ; rpt. Londres, Phoenix, 2006 ; trad. R. Laffont, 2006.

campagnes. Le poids du contexte économique n'entame en rien le rôle des abolitionnistes, mais ne saurait être minimisé. Le libéralisme anglais concilie parfaitement les exigences humanistes et économiques. Une vision nuancée et équilibrée est donc recommandée pour prendre part à ce débat qui reste ouvert et pour lequel les ouvrages de David Brion Davis sont aujourd'hui particulièrement stimulants⁶.

Je m'attacherai dans un premier temps à étudier le poids du contexte international dans les décisions britanniques en particulier pour l'abolition de la traite, avant d'examiner dans un second temps les facteurs économiques et sociaux qui ont été particulièrement importants entre 1807 et 1840, à la fois sur le sol britannique et dans les îles esclavagistes anglaises. Enfin dans un troisième temps j'évoquerai les facteurs humains, à la fois idéologiques et religieux, le combat des abolitionnistes dans le cadre parlementaire ou extraparlémentaire, sans oublier le rôle joué par les révoltes et les récits d'esclaves.

L'importance du contexte international

Le poids du contexte international est déterminant au cours des trois campagnes, mais s'avère essentiel au cours de la première, celle qui mène à l'abolition de la traite par le parlement britannique en 1807. Certes, le Danemark avait été le premier à abolir la traite en 1792, surtout pour des raisons économiques, parce que le coût du maintien des forts danois en Guinée était devenu trop élevé. Il faut bien reconnaître cependant que cette mesure passa largement inaperçue et eut une portée extrêmement limitée, contrairement à la loi britannique. En amont de cette loi, trois événements internationaux majeurs influencent la décision britannique, à savoir la guerre d'indépendance américaine, la Révolution française, la révolte de Saint Domingue qui conduisit à l'indépendance de Haïti.

La Révolution américaine affecte l'Empire britannique et le débat sur l'abolition en particulier, à plusieurs égards. Lorsque les treize colonies prennent leur indépendance, le Royaume Uni ne

⁶. David Brion DAVIS, *The problem of Slavery in Western Culture*, New York, Cornell University Press, 1966 ; *The problem of the Slavery in the Age of Revolution, 1770-1823*, O. U. P., 1999.

peut plus écouler ses produits antillais, le sucre essentiellement, vers ses colonies américaines et doit donc rechercher de nouveaux marchés pour faire face à la concurrence française de plus en plus forte. On sait qu'en 1789 Saint Domingue exporte plus de sucre que toutes les colonies britanniques réunies. Autre conséquence de la guerre avec ses colonies, l'émancipation des esclaves qui ont accepté de se battre aux côtés des troupes britanniques contre les patriotes américains. L'inverse fut également vrai, les patriotes promirent la liberté aux quelques esclaves qui s'engagèrent dans l'armée continentale. Même si le nombre de Noirs arrivés sur le sol anglais pour cette raison fut somme toute limité, il eut certainement un effet symbolique. Plusieurs Britanniques découvrirent l'existence d'esclaves et virent de leurs yeux pour la première fois des hommes noirs. C'est dans ce contexte que les premiers abolitionnistes se mobilisèrent pour prôner la création d'une colonie africaine, qui permettrait à ces anciens esclaves de vivre en bonne entente et surtout en toute liberté, dans un climat plus approprié que l'Angleterre, dans un système de plantations débarrassé du fléau de l'esclavage : le projet du Sierra Leone vit le jour en 1787 avec le départ du premier convoi anglais et perdura, bien que l'idéal d'origine ne fût pas toujours atteint.

Bien davantage que la guerre d'indépendance américaine cependant, la Révolution française et surtout la révolution de Saint Domingue exercent un poids déterminant dans la décision britannique de mettre un terme à la traite. La Révolution française a, si l'on peut dire, un effet à la fois négatif et positif sur le débat britannique. Négatif car elle sert de repoussoir à la plus grande partie des parlementaires britanniques, qui, à la suite d'Édmond Burke, redoutent une « contamination » de l'Angleterre par les idées révolutionnaires⁷. Les Anglais se méfient lorsque Robespierre, sous l'influence de l'Abbé Grégoire, suit le conventionnel Sonthonax qui de sa propre initiative a aboli l'esclavage à Saint Domingue, pour proclamer quelques mois plus tard l'abolition générale de l'esclavage⁸. De 1793 à 1802 on assiste à un net recul de l'abolitionnisme en Grande-Bretagne. Wilberforce, l'ami du très conservateur ministre William Pitt, répugne à être

7. Edmund BURKE, *Reflections on the Revolution in France*, 1790.

8. Voir l'ensemble des travaux de Marcel DORIGNY sur Haïti.

associé aux abolitionnistes français à cette époque. Les Britanniques profitent de la situation très complexe de Saint Domingue pour tenter une vaine percée dans l'île. Ce n'est que lorsque Bonaparte capture Toussaint Louverture et rétablit l'esclavage en 1802 que l'abolitionnisme anglais reprend vigueur. William Wordsworth écrit alors un poème à la gloire de Toussaint, en train de mourir dans les geôles françaises⁹.

D'un point de vue politique mais aussi économique la défaite est extrêmement rude pour la France qui voit s'effondrer son empire colonial. L'Angleterre perd par là même son seul rival de poids en matière de production sucrière et n'a plus besoin d'accroître le rendement de ses propres sociétés de plantation. Si l'effondrement de Saint Domingue redonne toute leur voix aux abolitionnistes, il représente un véritable traumatisme pour les planteurs de la Jamaïque, qui ne sont guère éloignés de l'île française, et pour ceux de toute la Caraïbe anglophone qui redoutent alors la valeur exemplaire de cette première révolte d'esclaves réussie. Ainsi, Lady Nugent, la femme du gouverneur anglais à la Jamaïque commente-t-elle les événements d'Haïti presque au jour le jour dans son journal intime¹⁰. Davantage encore que le rétablissement de l'esclavage par la France, c'est la défaite essuyée par cette dernière à Haïti qui redonne tout son élan à la campagne abolitionniste anglaise. Les Anglais qui se sont mobilisés contre la paix d'Amiens, qui ont redouté une invasion française et multiplié les caricatures de Bonaparte ont plaisir à prendre le contre pied du futur empereur en se mobilisant pour la fin de la traite. De 1802 à 1807, le processus s'accélère, surtout après la formation d'un gouvernement de coalition, le « ministère de tous les talents », sous la direction de Lord Grenville et de Charles James Fox. Le gouvernement tente certes de ménager le lobby des planteurs et des négriers, le *West India Interest* et adopte une démarche graduelle, en mettant un terme en mai 1806 à la pratique de l'*asiento*, et donc à la traite britannique en direction des

⁹. William WORDSWORTH, « To Toussaint L'Ouverture », Londres, 1803 ; rpt Peter J. KITSON & Lee DEBBIE(eds), *Slavery, Abolition and Emancipation*, London, Pickering & Chatto, 1999, 8 vol., vol. IV.

¹⁰. Lady NUGENT, *Lady Nugent's Journal of her Residence in Jamaica from 1801 to 1805*, edited by Philip Wright, The University of the West Indies Press, 2002.

colonies espagnoles. Un mois après cependant, en juin 1806, le projet de loi mettant un terme à l'ensemble de la traite est adopté, et la loi est promulguée le 1^{er} mai 1807. La loi britannique aura des répercussions internationales, sinon en France, du moins dans les nouveaux Etats-Unis, Jefferson faisant voter à son tour un an plus tard par le Congrès l'abolition de la traite.

C'est indéniablement pour la première campagne que les facteurs géopolitiques furent les plus importants, les facteurs nationaux déterminant en grande partie la seconde campagne qui mena à l'abolition de l'esclavage en 1833. Toutefois la dimension internationale du combat abolitionniste se prolongea au cours de cette seconde campagne ; plus précisément les abolitionnistes britanniques et américains renforcèrent leurs liens, jusqu'à la grande convention internationale organisée à Londres en 1840 à l'Hôtel des Maçons.

Les motivations économiques : une raison essentielle

Les abolitionnistes eux mêmes eurent recours à l'argument économique pour convaincre les parlementaires et la population britannique de l'absurdité de la traite. Clarkson enquête dans les ports, calcule le coût en vies humaines de la traite, en s'intéressant au sort des marins britanniques. Olaudah Équiano, l'ancien esclave tente de convaincre les industriels britanniques de la nécessité de mettre un terme à l'esclavage et de commercer avec l'Afrique, ce qui d'après lui pouvait très largement compenser les pertes financières liées à l'abolition de la traite¹¹. Selon Éric Williams, ce sont les facteurs économiques qui ont été les plus déterminants et la seconde puis la troisième campagnes lui donnent en grande partie raison car elles sont très largement influencées par l'industrialisation de la Grande Bretagne et ses conséquences sociales dans la première partie du XIX^e siècle. Même si certains historiens ont nié la notion de Révolution industrielle, affirmant que le processus d'industrialisation s'était effectué en douceur et de façon très progressive, il est indéniable que la société anglaise connut une profonde transformation au début du XIX^e siècle. Bien

¹¹. Olaudah EQUIANO, *The Interesting Narrative of the Life of Olaudah Equiano, or Gustavus Vasa, the African*, 1789.

que seules les élites foncières soient représentées au Parlement jusqu'à la Grande Réforme électorale de 1832, la bourgeoisie industrielle s'impose peu à peu. Or ces manufacturiers, ces nouveaux industriels sont bien souvent des *dissenters*, qui en raison de leurs convictions religieuses ont été privés de droits civiques et se sont investis dans les seuls secteurs qui ne leur étaient pas fermés, le commerce et l'industrie. Ils sont à la fois ouverts aux idées des évangélistes et des utilitaristes, comme le montre bien Brion Davis¹², qui explique que le « culte de la sensibilité » et « la bienfaisance évangélique » imprègnent les doctrines utilitaristes. Ainsi l'abolitionniste le plus influent de l'époque, l'évangéliste William Wilberforce, lui-même fils de négociants, soutient-il le projet de réforme pénitentiaire de Jeremy Bentham et son *Panopticon*¹³. Adam Smith avait anticipé ces changements dans son œuvre majeure, *La Richesse des Nations* : celui qui est considéré comme le père du libéralisme avait critiqué à la fois l'esclavage et les anciennes lois sur les pauvres, au nom de la logique économique mais aussi de la morale, déclarant ainsi en 1776.

« Une personne qui ne peut acquérir aucun bien ne peut avoir d'autre intérêt que de manger autant que possible et que de travailler aussi peu que possible »¹⁴.

De même qu'il critiquait l'esclavage, Smith trouvait les lois sur les pauvres désuètes, en ce qu'elles imposaient à ceux-ci d'avoir résidé quarante jours dans une paroisse pour pouvoir demander assistance, en raison de *l'Act of Settlement*. Smith pensait au contraire que la mobilité devait être encouragée afin que les pauvres puissent trouver un emploi. Près de soixante ans après les propos de Smith, le nouveau parlement élu en 1832, qui pour la première fois comptait des membres de la bourgeoisie industrielle et des *dissenters* (souvent les mêmes personnes) allait voter successivement l'abolition de l'esclavage et les nouvelles lois sur les pauvres, en 1833 et 1834. Les mêmes industriels qui supprimaient le droit à l'assistance en dehors des sordides *workhouses* dépeintes par

¹². D. B. DAVIS, *The Problem of Slavery in the Age of Revolution*, p. 355-356.

¹³. Le Panopticon, cette prison idéale selon Bentham, ne vit jamais le jour.

¹⁴. Adam SMITH, *Wealth of Nations*, cité par Davis, p. 352 (traduction C. Révauger).

Dickens, dans le but d'inciter les pauvres à se faire embaucher dans les conditions que l'on connaît dans les nouvelles usines, sans aucune protection sociale, mettaient également un terme à l'esclavage. Ils avaient eux-mêmes besoin de main d'œuvre salariée et pouvaient dans le même temps condamner le système inhumain de l'esclavage, au nom de principes religieux souvent très sincères. Les anti-abolitionnistes ne se privèrent pas d'ironiser sur ces industriels si soucieux du sort des esclaves et si indifférents à celui de leurs ouvriers. On trouve ces propos un peu faciles sous la plume de Mac Queen par exemple, ce géographe propriétaire d'une plantation à la Grenade¹⁵. Par ailleurs ces nouveaux industriels ne pouvaient s'accommoder des lois protectionnistes qui leur imposaient de commercer au sein de l'Empire britannique, et de façon exclusive avec les colonies antillaises en ce qui concernait la production du sucre. La logique libérale les poussait justement à libérer les marchés, à réclamer le libre échange et la fin du mercantilisme. Éric Williams a cette formule imagée, qui prête à sourire mais n'est pas dépourvue de bon sens, pour décrire une situation qui a débuté dès 1783 selon lui:

« L'industrie anglaise en 1783 était comme Gulliver à Lilliput, les mains liées par les restrictions que lui imposait le mercantilisme »¹⁶.

Selon Éric Williams, l'Angleterre avait donc tout intérêt à mettre un terme aux lois mercantilistes, à favoriser le libre-échange et du même coup à faire cesser l'esclavage qui profitait aux seuls planteurs. Les planteurs antillais défendirent jusqu'au bout les privilèges qui étaient les leurs en vertu de ce système protectionniste, à savoir la faculté d'importer des denrées britanniques à des prix très bas tout en exportant leurs propres produits à des tarifs très avantageux, en raison de taxes très faibles.

L'abolition de 1807 avait été loin de mettre un terme définitif à la traite, comme le comprirent bientôt les abolitionnistes. Seule la pratique illégale de la traite pouvait expliquer que les sociétés de

¹⁵. James MAC QUEEN, *The West India Colonies; the Calumnies and Misrepresentations circulated against them by the Edimburgh Review, Mr Clarkson, Mr Cropper &c Examined and Refuted*, London, 1824, p. 335-340.

¹⁶. Éric WILLIAMS, "English industry in 1783 was like Gulliver, tied down by the Lilliputian restrictions of mercantilism", p. 107 (traduction C. Révauger).

plantations aient pu continuer à prospérer malgré un taux de mortalité aussi élevé parmi les esclaves qu'auparavant. Le gouvernement britannique dut se rendre à l'évidence : les sujets de sa Majesté détournaient la loi quotidiennement dans les colonies, plaçant ainsi leur intérêt particulier au dessus de l'intérêt national. Preuve était désormais faite que la dimension économique l'emportait sur toute autre considération, politique, religieuse ou philosophique, aux yeux des planteurs. Il était donc logique que les abolitionnistes tentent de combattre les planteurs sur leur propre terrain.

Dès la première campagne, les abolitionnistes, suivant les conseils de William Fox, avaient eu recours au boycott du sucre. Ils reprirent ce mode d'action avec beaucoup plus d'ardeur encore pendant la seconde campagne, entre 1825 et 1833. James Cropper, lui-même négociant à Liverpool avait recommandé le boycott dès 1824 par ses écrits argumentés dans la presse locale¹⁷. Les femmes jouèrent un rôle essentiel dans ce boycott, à travers les *ladies associations*, les associations abolitionnistes féminines, mais aussi individuellement car c'était elles qui procédaient aux achats domestiques. En 1826, Amelia Opie, l'épouse du célèbre peintre anglais, publia un poème illustré pour enfants qu'elle intitula *The Black Man's Lament ; or How to make Sugar*¹⁸. On doit à Elizabeth Heyrick, militante abolitionniste très engagée, deux pamphlets qui furent largement diffusés par la *Anti Slavery Society* à partir de 1828 : *An Appeal to the Hearts and Consciences of British Women* et *Apology for Ladies' Anti-Slavery Associations*¹⁹.

Ce boycott était vu d'un œil particulièrement favorable par l'*East India Interest*, les représentants des planteurs indiens au Parlement, qui espéraient ainsi un rééquilibrage en leur faveur : contrairement aux planteurs antillais, ils étaient pénalisés par des taxes très élevées qui limitaient considérablement leurs possibilités d'exportation. Les abolitionnistes prônèrent la consommation du

¹⁷. James CROPPER, "Impolicy of Slavery", article publié dans le *Liverpool Mercury* (31 octobre 1823).

¹⁸. Amelia OPIE, *The Black Man's Lament; or How to Make Sugar*, London, 1826. Rpt Peter J. KITSON & Lee DEBBIE(eds), *Slavery, Abolition and Émancipation*, London, Pickering & Chatto, 1999, 8 vol.

¹⁹. Clare MIDGLEY, *Women against Slavery : the British Campaigns, 1780-1870*, London, Routledge, 1992, p. 60-62.

sucre « vertueux », qui n'était pas produit par les esclaves antillais mais pas les paysans indiens, sans doute dans des conditions plus humaines, même si le statut de serfs de ces derniers n'était guère enviable. Quelle qu'ait été l'efficacité réelle du boycott en termes purement économiques, cette campagne fut déterminante pour sensibiliser l'opinion publique à l'horreur de l'esclavage.

Pour autant les abolitionnistes au sein du Parlement évitèrent de stigmatiser les planteurs, le gouvernement de Canning tenta d'arbitrer entre les abolitionnistes et le *West India Interest*, que l'on caractériserait aujourd'hui de lobby. Jusqu'en 1830 même la principale société abolitionniste milita pour l'« amélioration » du sort des esclaves et pour une abolition « graduelle » de l'esclavage, d'une part pour donner le temps aux esclaves de s'éduquer et d'autre part pour ménager les intérêts des planteurs, qui n'en demeuraient pas moins des sujets britanniques. Ceux là même qui luttèrent pour l'émancipation des esclaves votèrent des compensations financières énormes pour les planteurs, sans précédent et sans suite dans l'histoire des abolitions dans le monde²⁰. Il ne venait à l'esprit d'aucun député de libérer les esclaves sans indemniser leurs « maîtres » : même les abolitionnistes les plus convaincus raisonnaient de fait en termes de « biens meubles » -*chattel*- et de « propriété ». Certains industriels avaient récemment subi des revers lorsque les *Luddites* avaient tenté de détruire les nouvelles machines, par exemple. D'une certaine façon, bien que leurs intérêts fussent divergents, ils se sentaient solidaires des planteurs sur le point de perdre leur « propriété ». C'est pourquoi ces derniers parvinrent assez aisément à négocier l'octroi de vingt millions de livres au lieu du prêt initialement prévu de quinze millions de livres. Les *absentee landowners*, ces aristocrates qui possédaient des plantations à la Jamaïque essentiellement, mais qui résidaient dans la verdoyante et fraîche Angleterre loin des maladies tropicales, ceux qui pouvaient exercer une influence directe sur le Parlement britannique de par leur proximité géographique reçurent les plus grosses indemnités,

²⁰. Frédérique BEAUVOIS, « De l'esclavage à la liberté : indemnités et coûts différentiels d'une abolition (1777-1888), communication présentée à Bordeaux au colloque « Émancipations caribéennes », les 13-15 novembre 2008, en cours de publication.

et bien souvent préférèrent réinvestir dans les chemins de fer ou quelque autre activité industrielle rentable plutôt que dans les plantations²¹. Pour ne pas provoquer la colère de la population britannique, le gouvernement anglais eut pour la première fois recours aux services des grands financiers, Rothschild, Montefiore, Ricardo, Irving et Baring²². Peu de Britanniques à l'époque comprirent qu'ils devraient rembourser cet emprunt et au final indemniser eux-mêmes les planteurs.

Le facteur humain

Si le contexte international fut propice à l'abolition de la traite, si les évolutions sociales et économiques de la Grande Bretagne permirent d'accélérer le processus d'abolition de l'esclavage dans l'ensemble de l'Empire britannique, il n'en demeure pas moins que le facteur humain fut essentiel. Il est temps d'examiner les acteurs, les parlementaires, les militants des *men's auxiliaries* et des *ladies'associations*, tout en prenant en compte le poids du facteur religieux dans leur engagement. Enfin il ne faudrait pas oublier le rôle joué par les esclaves eux-mêmes, leurs récits et leurs révoltes.

En Angleterre, pays pionnier dans le combat esclavagiste où fut fondée l'*Abolition Society* à l'initiative de Wilberforce, de Clarkson et Wedgwood en 1787, ce sont les Quakers, les méthodistes et les évangélistes, qui exercèrent les pressions les plus fortes pour abolir l'« institution particulière ». A l'exception de Thomas Paine et de ses partisans qui se reconnaissaient dans la doctrine révolutionnaire des droits de l'homme²³, de Thomas Clarkson, un anglican sensible aux idées françaises, ou encore de Olaudah Equiano qui milita aux côtés de Thomas Hardy au sein de la *London Corresponding Society*²⁴,

²¹. Cf. en particulier : Nick DRAPER, « Possessing Slaves » : Ownership, Compensation and Metropolitan Society in Britain at the time of emancipation, 1834-1840 » in- *Shop Journal*, Issue 64, autumn, 2007, p. 74-102.

²². Kathleen Mary BUTLER, *The Economics of Emancipation, Jamaica and Barbados, 1823-1843*, Chapel Hill & London, The University of North Carolina Press, 1994, p. 24-43.

²³. Thomas PAINE, *The Rights of Man*, 1792.

²⁴. Société révolutionnaire britannique qui affirmait correspondre avec la Convention française. Dirigée par Thomas Hardy, elle organisa des meetings en plein air et de nombreuses pétitions réclamant une réforme électorale et

la plupart des Anglais redoutaient l'influence jacobine et adhéraient au discours religieux, celui des *Dissenters* (ces groupes religieux minoritaires non reconnus par l'Église d'État), puis des méthodistes et des évangélistes²⁵. Les Quakers furent les premiers à dénoncer l'esclavage au cours de plusieurs conventions en Angleterre et dans les colonies d'Amérique. En 1754 *La Société des Amis* de Philadelphie avait déclaré la traite contraire au christianisme et dès 1758 interdit à ses membres de posséder des esclaves. Le premier écrit abolitionniste à grande diffusion fut sans doute celui du Quaker américain Anthony Benezet, *The Case of Our Fellow Creatures* qui fut diffusé dans toute l'Angleterre par le comité quaker de Londres, envoyé aux députés, aux ecclésiastiques, aux juges de paix et qui émut les poètes Coleridge et Southey²⁶.

Les écrits de Benezet influencèrent le père du méthodisme, John Wesley, ainsi que les évangélistes de la *Clapham Sect*. Ces derniers assumaient avec quelque fierté le surnom de « Saints » qui leur avait été donné. William Wilberforce, mais aussi Henry Thornton, Isaac Milner, Zachary Macaulay, Thomas Babington, Hannah More, James Stephen et son fils, étaient au nombre de ces « Saints », tous abolitionnistes de poids. Hannah More voulait libérer les esclaves comme elle éduquait les pauvres, pour convertir et sauver les âmes. Les *ladies associations* envoyèrent des missionnaires aux Antilles pour la même raison. Les femmes, dont le seul espace public autorisé avait longtemps été le cercle biblique, se lancèrent dans l'abolitionnisme avec ferveur, au sein de ces *ladies associations*. Elles firent signer des pétitions, organisèrent le boycott du sucre et très tôt militèrent pour l'abandon de la notion d'« abolition graduelle » au profit de celle d'« abolition immédiate », moins sensibles aux contraintes économiques que

le suffrage universel. On estime qu'elle eut jusqu'à 5000 adhérents. Elle organisa un immense meeting à *Copenhagen Fields* en 1795, qui rassembla plus de cent mille personnes. Elle tomba sous le coup du *Seditious Meeting Act* de 1795 mais poursuivit néanmoins ses activités jusqu'en 1798 environ.

²⁵. Les évangélistes n'étaient pas des *dissenters*, mais membres à part entière de l'Église anglicane. Les Méthodistes restèrent au sein de l'Église anglicane, jusqu'à la mort de Wesley, en 1795 et ne devinrent « dissidents » que par la suite.

²⁶. Antony BENEZET, *The case of our Fellow Creatures*, 1783. Auparavant, il avait écrit *Some Historical Account of Guinea*, en 1772. Cf. Peter J. KITSON, *Slavery, Abolition and Emancipation*, II, XIV.

bon nombre de leurs époux à la tête de manufactures²⁷. Hommes et femmes militaient séparément : en 1826 on comptait 4 associations féminines –*ladies associations*– et 34 associations masculines, –*men's auxiliaries*–, cinq ans plus tard ces chiffres étaient respectivement passés à 39 et 78²⁸. Les femmes confectionnèrent des « sacs militants » –*workbags*– contenant des tracts abolitionnistes, du coton et de la soie en provenance d'Inde, destinés à faire connaître leur action dans les milieux les plus aisés. Alors qu'elles avaient longtemps été interdites de signature, elles firent signer de nombreuses pétitions masculines avant de lancer leurs propres pétitions à partir de 1830. Dès 1829 elles organisèrent une pétition en faveur de l'affranchie Mary Prince qui souhaitait regagner son pays d'origine, Antigua, mais se trouvait par là même menacée de redevenir esclave²⁹. Lorsque l'esclavage fut aboli, en 1833, le parlement avait reçu au total plus de cinq mille pétitions³⁰.

Thomas Clarkson occupe une place un peu spéciale parmi les acteurs de l'abolitionnisme : il mena un combat à la fois parlementaire et militant, enquêtant dans les principaux ports négriers pour récolter des données précises sur les marins, les conditions du passage du milieu ; il rédigea un nombre considérable d'essais et de pamphlets et fut le seul à trouver grâce aux yeux d'Éric Williams, qui, malgré la justesse de son analyse économique eut tendance à minorer le rôle des abolitionnistes anglais, faisant preuve d'une certaine injustice à l'égard de William Wilberforce, celui que l'on surnommait le « rossignol » des Communes, parce qu'il était doté d'une belle voix. William Wilberforce mena un combat acharné au Parlement.

Clarkson et Wilberforce unirent leurs efforts à la fois pour créer la première grande société abolitionniste en 1787 et pour tenter de convaincre le Parlement d'abolir la traite, puis l'esclavage. Dans un

²⁷. Cet argument est développé par Clare MIDGLEY, *Women against Slavery*, *op.cit.*

²⁸. MIDGLEY, *Women against Slavery*, 44-45.

²⁹. Voir le récit autobiographique de cette esclave affranchie, probablement le seul écrit par une femme. Cf. Mary PRINCE, *The History of Mary Prince : A West Indian Slave, Related by herself*, 1831.

³⁰. James WALVIN, « The public campaign in England against slavery », in – (David ELTIS & James WALVIN), *The Abolition of the Atlantic Slave Trade*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1981, p. 73-74.

premier temps un comité parlementaire mena une enquête sur les conditions de la traite en 1790, puis Wilberforce introduisit la première proposition de loi visant à abolir la traite en 1791. Une nouvelle initiative en 1792 fut plus fructueuse puisque la proposition de loi fut adoptée par la Chambre des Communes, moyennant un amendement de Dundas repoussant l'abolition à 1796, mais rejetée par la Chambre des Lords. Wilberforce fit de nouvelles mais vaines tentatives de 1795 à 1805. En 1805 Canning interdit l'importation de nouveaux esclaves dans les colonies de la Couronne, Trinidad et Demerara (au Guyana britannique). Il faut cependant attendre 1807, un an après la mort de William Pitt, le premier ministre et ami de Wilberforce, pour que le nouveau ministre Grenville parvienne avec succès à faire voter la loi sur l'abolition de la traite à la fois par la Chambre des Communes et par la Chambre des Lords. Au cours de la seconde campagne, Canning tenta de soutenir la cause abolitionniste en incitant les planteurs à mieux traiter leurs esclaves : cependant, comme il ne pouvait passer outre les assemblées locales de la Barbade et de la Jamaïque, il ne parvint à faire adopter les nouvelles dispositions gouvernementales que dans les colonies placées directement sous l'autorité de la Couronne, Trinidad et le Guyana britannique. La Barbade et la Jamaïque étaient seulement incitées à appliquer le *Trinidad Order in Council* de 1824 : ce fut donc un vœu pieux. La campagne parlementaire fut somme toute moins intense lors de la seconde campagne que lors de la première, du moins jusqu'en 1832, date de la grande réforme électorale qui vit l'entrée au sein des Communes de *dissenters* jusque là privés de représentation en raison de leurs convictions religieuses, qui appartenaient souvent à la nouvelle bourgeoisie industrielle, et qui étaient des abolitionnistes convaincus. Le ministère libéral dirigé par Earl Grey, compta alors une majorité d'abolitionnistes, dont le *Lord Chancellor* Henry Brougham, Écossais qui avait mené campagne contre l'esclavage dans les colonnes de l'*Edinburgh Review*. Avant 1832 la campagne abolitionniste se déroula en grande partie à l'extérieur du Parlement, à travers le boycott du sucre et les pétitions. Au sein même du Parlement la flamme abolitionniste des parlementaires fut ravivée par les pétitions de plus en plus nombreuses et massives portées physiquement à l'intérieur des deux Chambres par des militants.

Grâce au Duc de Sussex, qui présidait alors la Grande Loge Unie d'Angleterre, la franc-maçonnerie anglaise apporta son soutien aux abolitionnistes à partir de 1814, lorsqu'elle hébergea des meetings abolitionnistes dans ses prestigieux locaux londoniens, à la fois ceux de *l'African Institution*, de *l'African and Asiatic Society* et de *l'Anti-Slavery Society*. C'est au meeting de 1833 que Wilberforce et Clarkson abandonnèrent officiellement le terme d'« abolition graduelle » pour celui d'« abolition immédiate ». Enfin c'est en ce même lieu que se tint le grand meeting abolitionniste international présidé par Clarkson et qui rassembla cinq cents délégués du monde entier³¹.

Outre les abolitionnistes britanniques, à la fois au sein du Parlement et dans les associations de plus en plus nombreuses dans tout le pays, d'autres acteurs jouèrent un rôle, paradoxalement de façon indirecte alors qu'ils étaient les premiers concernés : les esclaves eux-mêmes. D'une part les récits d'esclaves furent lus en Grande Bretagne et aux États-Unis et servirent de leviers dans les campagnes abolitionnistes, d'autre part un certain nombre de révoltes marquèrent les esprits. Un grand nombre de récits d'esclaves furent rédigés avec l'aide d'abolitionnistes. On songe à Hannah More qui transcrivit l'autobiographie de Ukawsaw Gronniosaw³². Olaudah Équiano fut l'un des rares esclaves à écrire son propre récit, bien qu'il bénéficiât tout de même de l'aide de Thomas Hardy, qui dirigeait alors la *London Corresponding Society*. Au cours de la seconde campagne l'autobiographie de Mary Prince, l'esclave d'Antigua, fut retranscrite par une écrivaine aujourd'hui oubliée, Susanna Strickland, et publiée par le méthodiste Thomas Pringle, secrétaire de la société abolitionniste. Ce récit donna lieu à une polémique, car James Mac Queen, l'éditeur du *Glasgow Courier* cité plus haut, prit la défense des Woods, les anciens maîtres de Mary Prince³³.

³¹. Le Duc de Sussex avait été beaucoup plus réticent lors de la première campagne, pour l'abolition de la traite. Cf. Cécile RÉVAUGER, *The Abolition of Slavery, The British Debate (1787-1840)*, Paris, PUF, 2008, p. 155-157.

³². A Narrative of the Most Remarkable particulars in the Life of James Albert Ukawsaw Gronniosaw, *An African Prince*, as Related by Himself, Bath, 1772.

³³. Sukhdev SANDHU and David DABYDEEN, *Slavery, Abolition and Emancipation*, I, 343-44.

Aucune révolte d'esclaves ne connut l'ampleur et le succès de celle de Saint Domingue. Cependant des émeutes avaient eu lieu dans les Antilles britanniques avant la révolution d'Haïti. La première révolte dans la petite île de la Dominique, connue sous le nom de « première guerre des marrons » se déroula en 1790 et reprit l'année suivante. En 1795, Julien Fédon, un mulâtre français de la Grenade, libère ses propres esclaves, s'installe avec eux sur les hauteurs au dessus de St George, tue le gouverneur britannique et tente de rallier la Grenade à la République française en collaborant avec Victor Hugues, alors en Guadeloupe³⁴. On se souvient aujourd'hui encore à St George de ces événements avec une certaine émotion. La seconde « guerre des marrons » secoue la Dominique en 1809. La rébellion dite de Bussa a lieu à la Barbade en 1816.

Cependant les deux révoltes les plus importantes sont celles de 1823 à Demerara et celle de 1830 à la Jamaïque. Outre leur ampleur, elles ont une caractéristique commune, celle d'être liées à l'arrivée de missionnaires à une époque où le gouvernement britannique a à cœur de « civiliser » les esclaves afin de préparer leur émancipation. En août 1823, près de 10 000 esclaves se soulèvent dans la colonie qui s'appelle alors Demerara-Essequibo³⁵. Les esclaves y sont particulièrement mal traités par les planteurs locaux, manquent de nourriture et de vêtements. L'émeute démarre sur les plantations de *Le Resouvenir* et de *Success*, qui jouxtent une mission londonienne sous l'autorité du pasteur John Smith. Les esclaves mettent le feu, l'émeute gagne cinquante plantations. Les planteurs affolés se réfugient dans les villes avoisinantes mais plusieurs sont rattrapés par les esclaves qui leur font subir le même traitement que celui qui leur a été si souvent infligé : ils les placent au pilori, une mesure vexatoire qui marque les esprits, à Demerara mais aussi dans les autres colonies et à Londres. Les planteurs ne tardent pas à reprendre la main, et les représailles sont terribles, totalement disproportionnées par rapport aux préjudices subis. Alors que les dommages causés

³⁴. Voir les travaux de Curtis Jacob à ce sujet, en particulier sa thèse de doctorat (non publiée).

³⁵. Cette colonie prend le nom actuel de Guyana en 1831, lorsqu'elle est unifiée avec le Berbice.

avaient été surtout d'ordre matériel, les planteurs déclarent la loi martiale, tuent près de 250 esclaves, condamnent les autres à mille coups de fouet et mettent le feu à leurs cases³⁶. Les planteurs accusent le missionnaire John Smith d'avoir encouragé les esclaves à la révolte. Certes le nouveau gouverneur avait mis le feu aux poudres en contraignant les esclaves à obtenir de leurs maîtres une autorisation chaque fois qu'ils souhaitaient assister à une cérémonie religieuse. Cependant Smith ne fut certainement pas directement impliqué dans la révolte des esclaves. Il fut arrêté, condamné mais mourut en prison avant d'avoir pu être exécuté. Les planteurs accusèrent le missionnaire, les abolitionnistes britanniques firent de lui un martyr, et on en oublia presque le nombre d'esclaves massacrés. La révolte de Demerara eut une incidence certaine sur le débat abolitionniste, mais également sur la troisième campagne : une fois l'esclavage aboli dans les colonies britanniques, les planteurs de Demerara furent parmi les premiers à vouloir mettre un terme à l'apprentissage, de peur de devoir faire face à de nouvelles révoltes de la part de travailleurs peu dociles.

La révolte de la Jamaïque, quelques années plus tard, également appelée « guerre baptiste » ou encore « rébellion de Noël », est moins connue bien que toute aussi significative. Les Baptistes s'étaient installés à la Jamaïque dans le but de convertir et d'éduquer les esclaves. L'un d'entre eux, le pasteur Thomas Burchell, en charge de la chapelle de Montego Bay, était particulièrement populaire. Lorsqu'il retourna en Angleterre fêter Noël avec ses proches, le bruit courut qu'il reviendrait à la Jamaïque porteur de l'acte d'émancipation des esclaves. Une conjonction de facteurs déclencha la révolte. D'une part cette année-là le jour de Noël était un dimanche, ce qui privait les esclaves d'un jour de congé supplémentaire. D'autre part une sécheresse endommagea toutes les cultures et les esclaves furent encore plus mal nourris que d'habitude. Enfin l'émancipation royale ne vint pas et le gouverneur eut la maladresse de nier publiquement que le roi ait jamais eu cette intention. Les esclaves se soulevèrent alors, mirent le feu aux plantations, sous la direction d'un esclave connu sous le surnom de « Maître d'école » par ce

³⁶. Adam HOCHSCHILD, *Bury the Chains*, Boston & NY, Houghton Mifflin Company, 2005, p. 329-332.

qu'il était instruit, lequel fit promettre aux esclaves qu'ils cesseraient de travailler pour leurs maîtres dès le lendemain de Noël si ces derniers ne leur accordaient pas la liberté et un salaire. Les planteurs restèrent sourds à ces revendications, la révolte s'amplifia et ne fut maîtrisée qu'en janvier 1832, donc un mois plus tard. Près de deux cents esclaves perdirent la vie dans ces émeutes, contre 14 blancs. La répression fut là encore intense, et sans aucune mesure avec les pertes infligées aux planteurs puisque 340 esclaves furent exécutés, trois par trois ou quatre par quatre de façon à prolonger la sentence et à marquer la population plus durablement³⁷. Un an plus tard le Parlement britannique votait l'émancipation de tous les esclaves dans les colonies britanniques, mais imposait l'apprentissage : les esclaves, certes libérés, allaient néanmoins devoir continuer à travailler pour les mêmes planteurs pendant six ans en tant qu'apprentis. Ils devaient ainsi acheter leur liberté grâce à leur labeur³⁸.

Il semble vain de hiérarchiser les facteurs de l'abolition de l'esclavage dans le débat britannique tant ils sont imbriqués. Le contexte international influence le contexte national mais inversement l'abolitionnisme britannique a une valeur exemplaire à cette époque. Une nouvelle conception libérale de l'Empire se substitue au conservatisme du siècle précédent. Alors que les Anglais ont longtemps prôné le respect des coutumes locales, notamment en matière religieuse, en refusant aux missionnaires l'accès aux colonies, ils optent sous la pression des évangélistes pour une politique de conversion au christianisme au nom d'une mission civilisatrice. L'Église anglicane se voit contrainte d'évoluer pour ne pas laisser le champ libre à son aile évangéliste ou aux seuls *dissenters* et de créer des évêchés à la Barbade et à la Jamaïque

³⁷. A. HOCHSCHILD, *Bury the Chains*, p. 338-343.

³⁸. En 1834 on fit la distinction entre les esclaves travaillant dans les champs, qui devaient être apprentis pendant six ans, et ceux qui étaient au service privé de leurs maîtres, ou travaillaient dans les ports, pour lesquels l'apprentissage se limitait à quatre ans. Les anciens esclaves travaillaient gratuitement, à l'exception de quelques heures qui leur étaient effectivement payées. Ce système étant particulièrement peu satisfaisant, en 1838, à la demande des planteurs eux-mêmes, l'apprentissage prit fin pour tous, au bout de quatre ans donc.

à partir de 1823. Le libéralisme anglais a la particularité de se déclinier à la fois sur le mode économique et sur le mode religieux voire éthique. Tout en prônant la fin du protectionnisme, l'ouverture des marchés et l'accroissement de la main d'œuvre salariée, les libéraux souhaitent développer la civilisation, lutter contre la barbarie, mettre par exemple un terme à la pratique de brûler les veuves avec le cadavre de leur mari en Inde, convertir les âmes et affranchir les esclaves. De même il serait absurde de comparer les mérites des abolitionnistes à ceux des esclaves, de minimiser le rôle des premiers sous prétexte de mettre en valeur celui des seconds, qui a effectivement longtemps été passé sous silence. L'histoire a des exigences différentes de la mémoire collective. Ce qui peut fort bien se comprendre dans la Caraïbe d'aujourd'hui ne saurait s'imposer dans le champ historique. Le discours « politiquement correct » a toujours marqué une vision à court terme. Il est temps de redonner à l'esclavage, aux abolitions et aux émancipations toute la place qui leur revient, à long terme et non seulement à l'occasion de commémorations ponctuelles.

Bibliographie sommaire de l'abolitionnisme britannique

BURNARD, Trevor, *Mastery, Tyranny & Desire*, Chapel Hill & London, The University of North Carolina Press, 2004.

BUTLER, Kathleen Mary, *The Economics of Emancipation. Jamaica and Barbados, 1823-1843*, Chapel Hill & London, The University of North Carolina Press, 1995.

CAREY, Brycchan and Peter J.KITSON, *Slavery and the Cultures of Abolition*, Cambridge, D.S.Brewer, 2007.

DAVIS, David Brion, *The Problem of Slavery in the Age of Revolution, 1770-1823*, Oxford University Press, 1999.

DRESCHER, Seymour, *Econocide : British slavery in the Era of Abolition*, Pittsburgh, 1977.

ELTIS, David & James WALVIN, *The Abolition of the Atlantic Slave Trade*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1981. Voir plus particulièrement : WALVIN, James, "The Public Campaign in England against Slavery, 1787-1834".

FARRELL Stephen, *The British Slave Trade, Abolition, Parliament and People*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2007.

FINDING, Susan (dir.), *L'Abolition de l'esclavage au Royaume-Uni (1787-1840)*, Débats et dissensions, Paris, SEDES, 2009.

GERMAIN, Lucienne et Suzy HALIMI (dir.), *Aspects du débat sur l'abolition de l'esclavage en Grande-Bretagne, 1787-1840*, *Revue Française de Civilisation Britannique*, publication du CRECIB, vol. XV, n°1, 2008.

HEUMAN, Gad, *Out of the House of Bondage. Runaways, Resistance and Maroonage in Africa and the New World*, London, Frank Cass, 1986.

HOCHSCHILD, Adam, *Bury the Chains : The British Struggle to Abolish Slavery*, Boston & NY, Houghton Mifflin Company, 2005.

KITSON, Peter J & Debbie Dee, general editors, *Slavery, Abolition and Emancipation*, London, Pickering&Chatto, 1999, 8 volumes. [this encyclopaedia is referred to under the abbreviation *SAE* throughout the current study]

LE JEUNE, Françoise et Michel PRUM (dir.), *Le débat sur l'abolition de l'esclavage en Grande-Bretagne (1787-1840)*, Paris, Ellipses, 2008.

MIDGLEY, Clare, *Women against Slavery : the British Campaigns, 1780-1870*, London, Routledge, 1992.

MOLINA, Éric « Les arguments des antiabolitionnistes anglais : 1763-1833 », Thèse de doctorat soutenue à Bordeaux III sous la direction de Cécile Révauger, octobre 2005. Une version abrégée a été publiée : *Le Discours antiabolitionniste anglais au siècle des Lumières*, Fort de France, C'éditions, 2006.

OTELE, Olivette, *Histoire de l'esclavage britannique. Des origines de la traite aux prémisses de la colonisation*, Paris, Michel Houdiard, 2008.

REVAUGER, Cécile, *The Abolition of Slavery. The British Debate (1787-1840)*, Paris, PUF, 2008 (réimpression 2009).

RICHARDSON, David (ed.), *Abolition and its Aftermath in the West Indies, 1790-1870*, London, 1985.

THOMAS, Hugh, *The Slave Trade, The History of the Atlantic Slave Trade 1440-1870*, London, Picador, 1997; rpt. London, Phoenix, 2006; trad R Laffont, 2006.

TURLEY, David, *The Culture of English Anti Slavery, 1780-1860*, NY, Routledge, 1991.

WILLIAMS, Éric, *Capitalism and Slavery*, Londres, Deutch Ltd, 1964.